

Bulletin du FMI

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Le FMI va aider l'Afrique, durement touchée par le ralentissement de l'économie mondiale

Bulletin du FMI en ligne
3 février 2009

- Selon le FMI, la croissance en Afrique sub-saharienne tombera de plus de 5 % à 3¼ % en 2009
- Le déficit régional des transactions courantes devrait se creuser de plus de 4 % du PIB
- Le FMI est prêt à fournir une aide financière et technique aux pays africains

Même si ses liens financiers avec le reste du monde sont moins étroits que ceux de bien d'autres régions, l'Afrique sera probablement durement touchée par le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui risque de compromettre les progrès accomplis sur l'ensemble du continent ces dernières années, selon le FMI.

Si l'on parle principalement des répercussions de la crise sur les pays avancés et les pays émergents, la crise constitue aussi une menace sérieuse pour les pays africains, et la communauté internationale ne peut l'ignorer, a déclaré Takatoshi Kato, Directeur général adjoint du FMI, dans un discours prononcé le 3 février au 12^{ème} sommet de l'[Union africaine](#) à Addis Ababa.

En raison de la crise financière mondiale et du ralentissement de l'économie mondiale qui en résulte, la croissance mondiale sera pratiquement nulle en 2009 (elle sera au plus bas depuis 60 ans) et ne se redressera que l'an prochain, a noté M. Kato.

L'Afrique n'est pas à l'abri

La crise mondiale ne va pas épargner l'Afrique, qui vient de connaître une période de forte croissance, a ajouté M. Kato.

Le FMI prévoit un ralentissement plus marqué de l'économie mondiale, un repli des cours des produits de base et des tensions sur les flux de capitaux, et en conséquence un ralentissement de la croissance en Afrique sub-saharienne d'environ 5¼ % en 2008 à environ 3¼ % en 2009, soit environ 3 points de pourcentage de moins que prévu il y a 4 mois seulement. L'incertitude étant considérable à l'échelle mondiale, la croissance risque encore d'être revue à la baisse.

Pour 2009, le FMI prévoit une détérioration sensible des comptes budgétaires et extérieurs des pays d'Afrique sub-saharienne. Il table sur une dégradation du solde budgétaire global de non moins de 6 points de pourcentage, avec un déficit voisin de 4 % du PIB en 2009. Le

déficit des transactions courantes de la région devrait lui se creuser de plus de 4 % du PIB, pour avoisiner 6¾ % du PIB en 2009.

Les pays pionniers et les pays émergents d’Afrique sont particulièrement touchés du fait de leurs liens financiers plus étroits avec le reste du monde, notamment par le biais des marchés d’obligations et d’actions, selon le FMI.

La priorité pour l’Afrique et la communauté internationale doit être de préserver les progrès considérables qui ont été accomplis par l’Afrique ces dix dernières années, a déclaré M. Kato.

Contagion

La crise va se propager dans les économies africaines de plusieurs manières :

- Le ralentissement de la croissance mondiale pèse sur la demande d’exportations africaines, les cours des produits de base et les envois de fonds de l’étranger.
- Le resserrement du crédit à l’échelle mondiale réduit les entrées de capitaux et le financement disponible pour les échanges commerciaux, et pourrait finir par inciter les donateurs à réduire leur aide à l’Afrique.
- Le ralentissement nuit à la qualité des portefeuilles de prêts des institutions financières et pourrait entraîner des pertes sur d’autres actifs financiers, tels que les dépôts auprès de correspondants à l’étranger qui sont en difficulté, ou des rapatriements de capitaux par des banques mères en difficulté, qui sont souvent sous contrôle étranger.
- Le ralentissement du commerce pèse sur les recettes publiques, et donc sur la position budgétaire de nombreux pays. Une diminution des ressources disponibles signifie que les gouvernements africains seront incapables de répondre aux attentes accrues de leurs populations en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et l’investissement dans les infrastructures.

Ripostes

Selon M. Kato, la crise pose des problèmes exceptionnels et variés aux dirigeants africains, en particulier à cause de son caractère complexe et de l’incertitude qui entoure sa durée. Comme les circonstances diffèrent autant d’un pays à l’autre, a-t-il noté, il n’y a pas de panacée. Toutefois, a ajouté M. Kato, il doit être prioritaire pour tous les pays de la région de préserver l’amélioration, fruit d’un long labeur, des paramètres fondamentaux — dette plus viable, repli de l’inflation, libéralisation du commerce et réformes structurelles — qui a conduit à la première période de croissance soutenue dans la région depuis des décennies.

M. Kato a présenté plusieurs principes fondamentaux qui pourraient orienter la politique économique en ces temps difficiles :

- ***Utiliser judicieusement la marge de manœuvre budgétaire.*** La riposte budgétaire doit être adaptée au contexte particulier de chaque pays. Certains pays ont peut-être les moyens d'engager une relance par voie budgétaire, mais bien d'autres ne disposent peut-être pas de cette option, car leur position budgétaire est déjà affaiblie et la viabilité de leurs finances publiques est préoccupante. Certains pays devront même peut-être rééquilibrer leur budget. Dans tous les cas, les programmes de dépenses devront s'inscrire dans une perspective à moyen terme, et inclure des mesures ciblées qui protègent les plus vulnérables.
- ***Laisser les taux de change rééquilibrer la croissance si possible.*** Dans les pays où les termes de l'échange se sont détériorés, la monnaie devra se déprécier en termes réels pour préserver la stabilité macroéconomique. Les pays appliquant un taux de change flexible devraient laisser leur monnaie se déprécier en termes nominaux tout en poursuivant des politiques budgétaires et monétaires suffisamment fermes pour éviter une spirale dévaluation-inflation.
- ***Surveiller de près les bilans des institutions financières et être prêt à agir promptement si nécessaire.*** Les pouvoirs publics doivent recenser les faiblesses de leur système bancaire et prévoir comment ils réagiront en cas de crise bancaire, en tenant compte du fait que les ressources dont ils disposeront à cet effet seront peut-être limitées. La liquidité et la capacité d'utilisation des avoirs de réserve, le niveau des prêts improductifs dans le secteur bancaire et l'offre de crédits commerciaux méritent une attention particulière.
- ***Ne pas perdre de vue les objectifs à moyen terme.*** La conjoncture difficile rend d'autant plus important le maintien de la stabilité des économies africaines. Il importe aussi de faire avancer les réformes structurelles prévues. La crise actuelle doit être considérée comme une occasion d'encourager un consensus national en faveur de réformes dont le continent a cruellement besoin.

Rôle du FMI en Afrique

M. Kato a souligné que le FMI était prêt à aider l'Afrique face à la crise, notamment en encourageant les donateurs à tenir leurs engagements financiers envers le continent. [Le FMI a engagé les pays donateurs](#) à accroître leur aide au développement, comme promis, en dépit des effets néfastes de la crise financière sur leurs propres budgets.

Le FMI a déjà accru son aide financière aux pays à faible revenu face à la crise des prix de l'alimentation et des carburants l'an dernier. En septembre 2008, le FMI a aussi modifié une facilité de financement afin de fournir une aide rapide aux pays touchés par des chocs

exogènes. Depuis lors, plusieurs pays en développement ont eu recours à cette facilité, le cas le plus récent étant l'[Ethiopie](#), qui a souffert de la montée des prix de l'alimentation et des carburants.

Pour aider les pays africains à s'acquitter de leurs tâches actuelles et futures, le FMI renforce aussi son [assistance technique](#) en mettant en place deux nouveaux centres d'assistance technique en Afrique.

Conférence en Tanzanie

Le FMI intensifie son dialogue avec les pays africains. Une initiative importante en la matière est la [conférence](#) qui sera organisée par le Président tanzanien Kikwete et le FMI à Dar es Salaam les 10 et 11 mars. Cette conférence rassemblera des représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile d'Afrique et d'autres régions.

L'objectif de cette conférence est de tirer les enseignements des succès observés en Afrique au cours des dernières décennies et d'examiner comment faire en sorte que la crise économique mondiale actuelle ne compromette pas ces succès. Une séance spéciale sera consacrée à l'action du FMI en Afrique, séance pendant laquelle les ministres des finances examineront avec le Directeur général de l'institution les problèmes rencontrés par le continent et les moyens de renforcer l'appui du FMI à l'Afrique.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI en ligne* sur www.imf.org/imfsurvey